

**Monsieur Jean-Ludovic SILICANI**  
**Président**

**Autorité de Régulation des Communications  
Electroniques et des Postes**  
7, Square Max Hymans  
75730 PARIS Cedex 15

**N/Réf.** : FJU/JCM/BGB/ch/2011-006

Paris, le 14 Janvier 2011

**Objet** : Consultation publique

Monsieur le Président,

Je fais suite à la consultation publique lancée par l'Autorité, relative aux « *trente propositions afin d'améliorer les offres faites aux consommateurs de services de communications électroniques et postales* ».

Bouygues Telecom émet quelques réserves sur la consultation, car certaines propositions n'entrent pas dans le champ de compétence de l'Autorité ou ne sont ni raisonnables, ni proportionnées aux objectifs poursuivis, contrairement à ce qu'exige l'article L 32-1 du code des postes et des communications électroniques. En outre, nous nous interrogeons sur la légalité de certaines mesures envisagées.

Ces réserves générales étant formulées, nous avons procédé à l'examen de chacune des vingt-trois propositions qui concernent le secteur des communications électroniques. Nous avons noté que près de la moitié sont des annonces de travaux pour lesquelles l'Autorité ne demande pas d'engagement de la part des opérateurs.

Sur les propositions restantes, pour lesquelles l'Autorité demande à Bouygues Telecom de prendre des engagements :

- Plusieurs ont déjà été mises en œuvre par Bouygues Telecom avant le début de la consultation : ainsi en est-il par exemple du bilan de consommation (proposition n°5) ou encore de la non exclusion de certains numéros géographiques des offres illimitées (proposition n° 18).
- Certaines propositions empiètent sur les récents engagements pris par la profession auprès de l'Etat. Ainsi en est-il, par exemple, de la demande de l'Autorité consistant à faire figurer le montant des frais de résiliation sur la facture des clients. Il nous paraît pour le moins prématuré de nous demander des engagements supplémentaires, alors même qu'aucun bilan des engagements pris auprès du Ministre n'a été établi, ceux-ci entrant en vigueur à compter du mois de mars prochain.
- Certaines propositions empiètent sur des travaux de concertation en cours, notamment au sein du Conseil National de la Consommation.

.../...

- Sur les cinq propositions restantes (propositions numéros 3, 7, 11, 16 et 21), nous ne pouvons pas nous positionner sans la réalisation préalable d'études d'impact économique et sans avoir recueilli l'avis des associations de consommateurs.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma respectueuse considération.

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'E' followed by a series of loops and a long horizontal stroke.

**Emmanuel FOREST**  
Directeur général délégué  
Vice-président